

**Coopération méditerranéenne -
Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec le
quotidien "La Provence" - extraits**
(Marseille, 14 novembre 2018)

Q - L'avenir de l'Europe et de la France se situe-t-il dans la coopération méditerranéenne ?

R - Depuis des siècles, les deux rives de la Méditerranée sont reliées par le fil d'un destin commun. C'est notre histoire, faite d'échanges, de rencontres et d'émulation. Et, comme vous le dites, il s'agit aussi de notre avenir. Cette mer que nous aimons mérite mieux que les rêves brisés et les vies fauchées dans la fleur de l'âge. Il est donc urgent que nous retrouvions, pour la Méditerranée, une vision et une ambition partagée. Aujourd'hui, les opportunités de coopération ne manquent pas. Dans le domaine économique, technologique, scientifique et bien sûr culturel. Nous venons d'en avoir un formidable aperçu, à l'occasion de l'acte II de la "Méditerranée du futur" à Marseille. Cet événement a démontré l'extraordinaire vitalité de la jeunesse méditerranéenne. Je pense notamment aux jeunes créateurs de start-up de la rive Sud qui sont venus présenter leurs projets. Ils n'attendent qu'une chose : des passerelles avec l'Europe, pour que nous puissions développer en commun leur activité. La préparation du "Sommet des deux rives" de la Méditerranée occidentale, que la France organisera en juin prochain au Palais du Pharo, a déjà permis de mettre en lumière de nombreuses possibilités de coopération, notamment dans le domaine des nouvelles technologies.

Q - Cela pourrait-il être le moyen de sortir l'Europe de son enlisement politique ?

R - Je crois à la fois en l'Europe des projets concrets et en l'Europe des valeurs. L'une ne va pas sans l'autre. C'est justement sur ces deux piliers que repose la coopération méditerranéenne. Tout en mettant en place des plans d'action innovants et pragmatiques, notamment pour protéger l'environnement ou donner à notre jeunesse les moyens de ses ambitions, nous entretenons un dialogue politique étroit avec nos partenaires de la rive Sud. Donner un nouveau souffle à la vocation méditerranéenne de l'Europe signifie donc aussi redynamiser notre Union.

Q - Êtes-vous inquiet ou optimiste pour une Europe où prospèrent les nationalismes ?

R - Certains, pour des raisons idéologiques ou par calcul, contestent la légitimité du projet européen et piétinent nos valeurs. Mais ce que j'ai pu constater en voyageant à travers notre Union, ce qu'ont aussi montré les consultations citoyennes qui viennent d'être organisées, c'est que nos concitoyens, eux, ne sont en réalité pas opposés à l'Europe. Au contraire, ils sont exigeants avec elle : ils veulent une Europe capable de réguler la mondialisation et de les protéger. Prenez les agriculteurs. Ils ne veulent évidemment pas la fin de la PAC ! Ce qu'ils

veulent, c'est une PAC différente, plus simple et adaptée aux transformations auxquelles ils font face. Prenez les jeunes : ils veulent pouvoir se former et, parfois travailler quelques années dans les pays de notre Union ! Prenez enfin tous ceux qui veulent plus de justice fiscale : il est clair que cet objectif ne sera atteint que si nous parvenons à jouer collectif au niveau européen. Plus que d'inquiétude ou d'optimisme, je pense que c'est de détermination dont nous avons besoin.

Q - La France n'est-elle pas un peu trop seule dans sa politique de rapprochement avec les pays méditerranéens ?

R - Il y a pu y avoir une époque où les pays d'Europe du Sud se sentaient plus concernés par la Méditerranée, tandis que ceux de l'Est et du Centre du continent regardaient vers le voisinage oriental de l'Union. Il est vrai que les liens sont plus spontanés entre pays riverains de la Méditerranée, les enjeux sont plus immédiatement partagés, en matière d'emploi des jeunes, d'environnement, de questions climatiques ou migratoires.

Mais les événements des dernières années - qu'on pense à la crise migratoire ou à la menace terroriste en provenance du Levant et de Libye - ont montré que ce qui se passait en Méditerranée concernait tous les Européens. C'est pourquoi le président de la République a tenu à associer au Sommet des deux rives de juin prochain non seulement les Etats et les sociétés civiles du bassin occidental de la Méditerranée, mais aussi toutes les grandes voix du dialogue euro-méditerranéen.

Q - L'unilatéralisme de Donald Trump est-il un danger pour la stabilité du monde ? Je pense à l'escalade en Iran ou au Proche Orient...

R - Ma première remarque, c'est qu'il ne faut jamais oublier que les Etats-Unis, aujourd'hui encore, jouent un rôle déterminant dans la stabilité du monde de par leur poids politique, militaire, économique, et aussi que le peuple américain partage avec nous les valeurs de paix et de démocratie. Sans notre allié américain, pas d'équilibre en Europe, sans les Etats-Unis, pas d'opération majeure aujourd'hui contre Daech au Levant, ni de sécurité en Asie du Nord-Est. Alors oui, le président Trump s'est fait le chantre de l'unilatéralisme pour son pays. Mais nous avons un intérêt collectif à disposer de règles du jeu partagées entre Etats souverains et à les faire respecter, c'est au coeur des messages du président de la République.

L'ordre international mis en place au lendemain de la Seconde guerre mondiale pour rebâtir un monde de paix et de prospérité, que nous avons construit ensemble, doit bénéficier à tous, y compris bien sûr aux Etats-Unis et à leur sécurité. C'est ce que nous disons à l'actuelle administration américaine, en l'invitant à se concerter avec ses alliés et ses partenaires pour définir ses politiques. Le Forum sur la Paix, qui s'est achevé lundi à Paris, montre bien l'importance des vertus du dialogue et du droit, pour répondre collectivement aux grands enjeux internationaux de notre temps. Et parce que notre pays jouit d'une influence ancienne et profonde à travers le monde, parce que c'est notre responsabilité de membre du Conseil de Sécurité parce que nous avons été parmi les principaux artisans du multilatéralisme, nous devons être en première ligne pour défendre les acquis de ce système et surtout l'adapter aux défis d'aujourd'hui. Nous le ferons aux côtés de toutes les "puissances de bonne volonté", qui partagent notre aspiration à un monde plus stable et plus juste.

Q - Trois ans après les attentats de novembre 2015, où en est la lutte contre le terrorisme islamiste ?

R - Depuis 2015, cette période de l'année me ramène toujours, comme beaucoup de Français, à ces heures sombres. On pourrait en dire autant du 14 juillet 2016, avec le souvenir de l'attentat de Nice. J'ai été profondément marqué par ces événements, que j'ai vécus en première ligne comme ministre de la défense. Je m'associe à la mémoire des victimes de cette barbarie et j'ai une pensée toute particulière pour la douleur des familles et pour ceux qui en portent encore, dans leur chair, les stigmates. Depuis lors, nous ne sommes pas restés inactifs. Nos forces armées et nos forces de sécurité ont pourchassé les auteurs de ces actes, déjoué de nouvelles tentatives et frappé au coeur du repaire des terroristes en Syrie et en Irak. Nous savons qu'il s'agit d'une lutte de longue haleine, à laquelle se dévouent nos armées, les forces de sécurité et notre appareil judiciaires, qui restent entièrement mobilisés.

Notre diplomatie s'est attachée tout spécialement à lutter contre les causes du terrorisme. C'est pourquoi la France est au premier rang des recherches de solutions politiques dans les régions qui sont à la source du terrorisme, en particulier au Levant, en Afrique et en Libye. J'arrive d'ailleurs d'une réunion à haut niveau sur la Libye qui s'est tenue en Italie.

Q - La lutte contre le terrorisme islamiste progresse-t-elle réellement en Afrique ?

R - Oui. La force Barkhane au Sahel a enregistré plusieurs succès ces derniers mois, que je tiens à saluer. Au Mali, notamment dans la région de Ménaka, de nombreux terroristes ont été neutralisés. L'Etat malien a pu y renforcer sa présence. C'est un combat de longue haleine et la France restera tant qu'il le faudra, si les Etats du Sahel le souhaitent bien entendu. Mais notre objectif est aussi de permettre à ces Etats de jouer eux-mêmes tout leur rôle dans la lutte anti-terroriste, dans le cadre de la Force conjointe du G5 Sahel. Là aussi, malgré les difficultés, des avancées importantes ont été enregistrées depuis plus d'un an : 4.000 soldats sont déployés, six opérations ont été menées, certaines sans l'appui de Barkhane. Les armées des pays du G5 se parlent, travaillent main dans la main, s'approprient la sécurité de leurs populations. Les contributions internationales arrivent, certes parfois avec des délais. Nous appelons les autres partenaires du G5 à rester mobilisés.

Enfin, la réponse sécuritaire est nécessaire mais non suffisante. La stabilisation durable de la région implique de traiter les causes profondes de la crise. C'est pourquoi nous augmentons nos efforts de développement au Sahel, et veillons à améliorer l'efficacité et la coordination de l'aide internationale à travers l'Alliance Sahel (...) ./.